Jacques GRAND'MAISON (1931 -)

sociologue, Université de Montréal

(1971)

“Les enjeux idéologiques”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jacques Grand'Maison, "[Les enjeux idéologiques](#)". Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Jean-Luc Migué, [Le Québec d'aujourd'hui. Regards d'universitaires](#), pp. 101-127. Montréal : Les Éditions Hurtubise HMH, ltée, 1971, 251 pp.

M. Jacques Grand'Maison (1931 -) est sociologue (retraité de l'enseignement) de l'Université de Montréal.

[Autorisation formelle réitérée le 6 mars 2004 au téléphone par M. Jacques Grand'Maison et confirmée par écrit le 15 mars 2004 de diffuser la totalité de ses œuvres : articles et livres]

jgrandmaison@hotmail.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 19 avril 2004 à Chicoutimi, Québec.

Table des matières

I - Les silences des Néo-Libéraux

De difficiles aveux
Le Québec n'y échappe pas
Le dossier du néo-libéralisme
Un tissu idéologique déchire?

II - Les idéologies implicites

La fin des idéologies?
(Individual issues and individual merits!)

III - Choix politiques et idéologies

Des options dramatiques
Les enjeux se précisent
Une éthique en retard
Des luttes ambiguës
Divorce du public et du privé
Les interrogations qu'on évite

IV - Par-delà nos débats idéologiques

Trois diagnostics divergents
Un sous-sol à prospecter
Sources de la perplexité idéologique
Divorce du vécu et du conçu
L'identification des vrais conflits

V - Vers une maturité politique

“ Les enjeux idéologiques ”

- I -

Les silences des néo-libéraux

De difficiles aveux

[Retour à la table des matières](#)

Y a-t-il une commune mesure entre les urgences de nos grèves, de nos campagnes électorales et de nos violences québécoises, d'une part, et d'autre part les terribles et courtes échéances d'une humanité en sursis d'auto-destruction? Quelques années encore avant la famine mondiale, la pollution irréversible, la militarisation globale et le surpeuplement incontrôlable? Devant un tel défi, même des radicaux commencent à s'interroger sur leurs options politiques. Tel un Garaudy dans son ouvrage : *Le grand tournant du socialisme* : « Il serait utopique d'attendre la paix d'un abandon du socialisme en U.R.S.S. ou du renversement du capitalisme aux États-Unis, car nous avons dix ans au maximum pour arrêter la course à l'Apocalypse de la famine et des armements. Ce qui est possible dans l'immédiat, c'est de peser dans le sens d'un capitalisme finalisé aux États-Unis, d'un socialisme démocratisé en Union Soviétique, de la recherche de critères nouveaux et de méthodes nouvelles de développement dans le Tiers-Monde ». Garaudy en appelle à un dialogue des civilisations. Celles de l'Est, de l'Ouest, du Sud. « Peine perdue », disent d'autres, plus radicaux dans leur diagnostic. Une révolution mondiale, enracinée dans les nombreux points chauds de la planète, serait inévitable. Il faudrait donc assumer lucidement et courageusement ce processus de rupture profonde pour l'humaniser, le finaliser dans une dynamique positive de reconstruction et de développement véritable.

Prise de conscience, d'abord, de la faillite des grandes institutions nationales et internationales, de l'irrationalité destructive des pouvoirs économiques et militaires dominants, de l'inanité des solutions officielles. On ne saurait compter sur la fragile O.N.U., et encore moins sur ses organismes. D'autres institutions comme le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale pour le Développement méritent encore davantage notre défiance, tellement la preuve est faite de leur asservissement aux intérêts des nations riches et des firmes multinationales. On ose à peine avouer les échecs des grands espoirs de développement suscités au cours de la décennie 60. Du désintéressement initial on est passé à une dérive d'intérêts bien ajustés à la pente de structures économiques et politiques que contrôlent les privilégiés de l'argent ou du parti. Ces énormes retombées nous amènent précipitamment à la limite-critique d'affrontements de plus en plus violents entre les minorités du *statu quo* et les minorités d'opposition. Nous n'en sommes pas encore à la révolte des masses. Mais les échéances précitées nous incitent à penser que celle-ci pourrait ne pas tarder. Ira-t-elle dans le sens des anciens ou des nouveaux manipulateurs? Débouchera-t-elle sur de neuves structures plus humaines et plus démocratiques? Fera-t-elle le jeu de dictatures de gauche ou de droite? Cherchera-t-elle à bloquer aveuglément les avenues possibles de relance historique au-delà des affaissements actuels? Ou bien, permettra-t-elle le fameux saut qualitatif d'un homme nouveau dans des cultures libérées, des politiques et des modèles économiques inédits?

De toute façon, toute prospective révolutionnaire ou réformiste passe en premier lieu par un refus de nous mentir à nous-mêmes sur les véritables enjeux de ce gigantesque tournant historique. Un tel aveu, marginalisé jusqu'ici, devra s'inscrire dans nos petites et nos grandes luttes, dans notre quotidienneté comme dans notre participation à l'histoire, dans notre contexte politique immédiat comme dans les larges solidarités possibles de la communauté humaine entière, par-delà les lois de la jungle et les concurrences égoïstes de blocs impénétrables ou d'alliances douteuses.

Le Québec n'y échappe pas

[Retour à la table des matières](#)

Une telle problématique reflue sur nos milieux québécois, canadien et nord-américain. Le Québec n'échappe pas à ces alternatives radicales. Les événements récents que nous allons signaler, sont déjà gros de toutes les interrogations qui s'expriment à l'ONU, à Moscou, à Washington, à Pékin, à Prague, à Santiago, au Caire et en tant d'autres endroits. Plusieurs, parmi

nous, s'acharnent à particulariser nos conflits en mettant en veilleuse leurs implications historiques et mondiales. C'est le cas, surtout, de cette famille néo-libérale de politiciens, de technocrates, d'hommes d'affaires, d'éditorialistes, d'intellectuels qui détiennent encore les pouvoirs décisifs au plan économique, politique, culturel et idéologique. Cette voix enterre toutes les autres. Elle s'approprie de façon abstraite et sournoise le langage de la justice. Mais une justice triomphaliste consacrée à l'apologie du système libéral. Une auto-justification qui n'avoue jamais l'inaccessibilité effective des libertés et droits individuels pour une grande part de la population, encore moins l'inanité des efforts collectifs populaires qui cherchent à s'exprimer dans les canaux administratifs et politiques. La place réservée aux forces d'opposition, les réformes, les concessions en termes de participation ou d'animation se situent dans le même continuum néo-libéraliste qui domine le champ politique actuel. Voilà pourquoi il nous faut cerner de plus près certaines situations révélatrices de cet état de choses avant d'entreprendre une analyse serrée des conflits idéologiques actuels.

Le dossier du néo-libéralisme

[Retour à la table des matières](#)

1. À la pointe des politiques gouvernementales on trouve des projets de développement pour les régions défavorisées. Des fonds publics sont consacrés à couvrir une part généreuse des investissements au service de l'entreprise privée. Privilèges fiscaux, formation de la main-d'œuvre, énormes coûts sociaux de ces implantations, autant de lourdes charges assumées par les contribuables. En dépit de tous ces apports, le gouvernement et le public n'ont rien à dire sur la gestion et les objectifs poursuivis par ces intérêts privés. Nous payons très cher pour enrichir davantage les riches. Nous n'avons rien à dire sur les conditions de salaire et de, travail qui sont imposées aux travailleurs. Si vous élevez la voix, on vous accuse d'être démagogue, fanatique ou idéologue, de ne rien comprendre aux exigences d'efficacité de la technologie moderne ou de l'économie contemporaine. Et pourtant, que de contradictions dans les plaidoyers de nos hommes politiques, appuyés par la famille néo-libérale. Des firmes qui ont bénéficié de tant de fonds publics, ferment leurs portes aussitôt que la période des privilèges expire. On va faire de l'argent ailleurs avec de nouveaux subsides gouvernementaux.

2. Pendant ce temps, des intellectuels ou des technocrates libéraux élaborent de longues dissertations sur les mécanismes réformistes à mettre en place, sans jamais toucher aux contenus politiques. Les savantes études sur la technostucture à améliorer ou à créer ne disent rien sur leurs conceptions sous-jacentes des pouvoirs économiques, de l'État, du syndicalisme, de l'université, de l'armée, etc... Rien sur la situation réelle des rapports sociaux, sur les objectifs concrets de la production et de la consommation, sur les nouvelles aliénations des citoyens, sur la réification et la commercialisation des valeurs humaines, sur la destructuration des cultures et des communautés, sur les causes véritables de la pollution, de la spéculation, de la manipulation politique. Quelle chambre de commerce s'est attaquée à la source viciée de ces maux? Mais non, les néo-libéraux nous parlent du « Marketing » comme grand objectif au Québec! Ils font venir Servan-Schreiber pour parler avec un petit air virginal de la fonction morale de l'entreprise et de ses financiers, tout en réclamant une licence économique totale et en rejetant sur l'État toutes les charges de promotion collective. Hypocrisie qui oppose efficacité et idéologie, comme si les néo-libéraux n'avaient pas eux-mêmes des postulats idéologiques! L'imposture est à son comble quand certains hommes politiques utilisent même l'érotisme comme nouvel opium du peuple. La politique se dégrade au rang des techniques de vente où l'emballage veut faire oublier le contenu. Au moment où le discours du Trône (octobre 1970) venait une fois de plus chanter les idéaux de la démocratie libérale, le manifeste du F.L.Q., dans des circonstances tragiques, révélait les conditions pénibles de milliers de Québécois défavorisés. Or, on a vu dans ces militants révolutionnaires uniquement des criminels, sans reconnaître, pour une fois, le débat politique qu'ils voulaient engager. On a retenu le contenant odieux sans s'intéresser au contenu. D'où ces longues distinctions juridiques par les penseurs du système. Évidemment, ceux-ci admettaient bien le fait initial d'un malaise profond, mais c'était par incidence. Es retournaient très vite aux voies d'évitement des mécanismes d'autodéfense : respect aveugle de l'ordre établi, droits de la majorité silencieuse, apologie de la liberté et de la tolérance dans le système actuel, acceptation non-critique de la législation présente, etc.

3. Les néo-libéraux ne s'interrogent pas facilement sur leur propre philosophie sociale, sur la société elle-même qu'ils ont façonnée. Comment expliquer que cette société connaît des violences à vide? Comment justifier cet énorme besoin de psychiatrie ? Les irruptions violentes qui se succèdent et nous empêchent de passer d'un comportement de peur à une conscience politique adulte et agissante, sont d'abord des effets et des résultats d'un style d'existence sans finalités cohérentes, sans horizons vraiment humains. Quelles raisons de vivre nous offrent ces néo-libéraux? Ne se limitent-ils pas à une rationalité des moyens dans un ensemble social irrationnel et anarchique? L'anarchie commence ici et non dans les bombes ou les enlèvements. Même des spécialistes très modérés, par exemple l'économiste américain Galbraith, considèrent que le capitalisme ancien et nouveau est radicalement incapable

de promouvoir une véritable justice sociale, des politiques d'équipements collectifs efficaces, des fins de développement susceptibles de mobiliser la jeunesse mondiale et de susciter une vraie solidarité culturelle, politique et économique de toutes les nations du globe. La commission sénatoriale sur la situation de la jeunesse aux États-Unis en tire les conséquences inévitables, à savoir une escalade vers une guerre civile encore plus destructrice que celle du Viet Nam. Or, notre propre famille libérale se refuse à une telle critique politique et idéologique, alors que nous connaissons des phénomènes semblables.

Un tissu idéologique déchire?

[Retour à la table des matières](#)

Que se passe-t-il donc ? Depuis quelques années, nous allons d'une urgence à l'autre. Les pouvoirs tentent d'éteindre les feux un après l'autre. Ils multiplient les projets de toutes sortes qui s'arrêtent souvent à la mise en place de nouvelles structures et créent de faux espoirs. Ministère de l'Éducation, B.A.E.Q., communautés urbaines, Société générale de Financement, etc., bref une tuyauterie moderne et coûteuse, mais c'est parfois un aqueduc sans eau ! Nous cherchons en vain dans ce grand branle-bas des contenus culturels, politiques et économiques consistants, des alternatives claires, une philosophie sociale cohérente. S'agit-il de pièces neuves sur un vieux vêtement qui a fait son temps ? Est-ce que le tissu de base n'est pas irrémédiablement inutilisable ou déchiré ? Nous pensons ici aux fondements idéologiques qui sous-tendent notre système social libéral. Bon gré mal gré, il nous faut procéder à une critique sérieuse des enjeux idéologiques que nous n'osons trop souvent avouer.

“ Les enjeux idéologiques ”

- II -

Les silences des néo-libéraux

La fin des idéologies?

[Retour à la table des matières](#)

Pour rendre notre démarche plus abordable, nous avons pensé partir d'un test de vérité historique assez près de nous, et en même temps très révélateur. Il s'agit du débat sur la fin des idéologies, qui se poursuit aux États-Unis, surtout depuis les années 50. Cet itinéraire va nous aider à comprendre la situation présente de la société nord-américaine et, dans une certaine mesure, celle de notre propre contexte socio-politique. *Notre hypothèse de départ porte sur les rapports entre cette affirmation quasi aveugle et absolue de la fin des idéologies dans la société industrielle avancée et l'irruption volcanique d'un début de guerre civile qui marque la profonde dislocation interne d'une société jusque là sûre d'avoir trouvé le système social parfait, ou du moins perfectible à l'infini.*

Dans une première étape, nous allons faire ressortir les principales composantes des plaidoyers anti-idéologiques d'une famille spirituelle majoritaire.

Nous verrons ensuite la réponse de ces minorités qui aujourd'hui se voient confirmées dans leurs intuitions prophétiques et leurs analyses critiques.

Enfin, il faudra évaluer le rôle des idéologies comme agents historiques de continuité, de rupture ou de dépassement dans le contexte politique actuel.

A. La société urbaine, technologique et bureaucratique serait en quelque sorte la victoire de la rationalité sur les enfermements idéologiques, mythiques ou utopiques des sociétés pré-industrielles. « La civilisation libérale commence au moment où l'âge des idéologies tire à sa fin ». (L. Feuer). Victoire aussi de la démocratie pluraliste sur les systèmes monolithiques, intégrés par une seule idéologie globale qui s'identifie à la vérité unique et universelle. Comme le souligne Raymond Aron, il n'y a plus de concept normatif dominant; c'est plutôt cette diversité dynamique des lieux d'opinion et de définition, des groupes d'intérêts, des solutions existantes et possibles, qui peut délivrer les hommes de leurs fixations historiques, de leurs intolérances dogmatiques ou de leurs mythes révolutionnaires, et assurer les libertés individuelles fondamentales sur lesquelles repose l'avenir de la démocratie libérale¹. Selon Shils, la majorité des citoyens du monde développé n'ont plus d'intérêt pour un quelconque système de croyances ou de principes pour guider leur vie.

Les protagonistes américains de cette tendance anti-idéologique identifient l'expérience américaine à ce sommet de civilisation. L'Amérique serait précisément cette « *good society in operation* » (S. Lipset). Elle aurait résolu les problèmes fondamentaux que les idéologies d'hier avait soulevés. En effet, en elle, les ouvriers ont acquis un plein statut de citoyen, les élites conservatrices ont accepté le *Welfare State*, et la gauche démocratique a compris les dangers d'un trop grand pouvoir de l'État, surtout au plan des libertés et des droits de l'homme, et du progrès économique. Sans doute, y a-t-il matière à amélioration, mais cela est dû d'abord à des faiblesses de fonctionnement en certains domaines. Les inégalités économiques restent des phénomènes « accidentels » et provisoires. Le système lui-même a tout ce qu'il lui faut pour apporter ces correctifs. On ne connaît pas de conflits globaux à la mesure de toute la société américaine. Les problèmes de ségrégation raciale ou de pauvreté relèvent soit de conflits isolés ou de négligence. Il s'agit d'appliquer ici le même réalisme pragmatique qu'on a su si bien démontrer dans tous les

¹ Raymond Aron n'a cessé de se présenter comme un pourfendeur d'idéologies. Aucun système actuel ne représenterait l'une ou l'autre des grandes idéologies. Selon lui, il existe une incessante tentation de créer artificiellement des systèmes clos de sécurité. D'ailleurs, l'expérience humaine dément constamment les schèmes abstraits et rigides des idéologies. Il s'en prend surtout au socialisme et au nationalisme qui lui apparaissent comme des images inversées de l'Ancien régime catholique français. On y trouve autant d'intolérance, de dogmatisme, de sclérose sociale et intellectuelle. Son processus analytique très raffiné lui fait découvrir toutes les contradictions des théories et des systèmes. Il s'en prend surtout à l'idéalisme des révolutionnaires et des planificateurs. L'idéologie simplificatrice, opium des intellectuels, empoisonne l'humanité par le fanatisme qu'elle secrète. Aron se méfie de ce qui s'appelle espérance, passion, vouloir, risque, etc. Il ne semble pas avoir prospecté son propre fond idéologique. Ainsi, avons-nous perçu un certain nihilisme dans son plaidoyer pour un scepticisme systématique. Au-delà de sa méfiance pour l'homme et toutes les sociétés, il s'accroche amoureuxment à sa capacité de douter et de démystifier. On croirait entendre un petit air de tango sur un fond de marche funèbre ! Raymond Aron, *L'opium des intellectuels*, Calmann-Lévy, 1955. Voir aussi trois oeuvres importantes parues dans la Collection Idées: *Dix-huit leçons sur la société industrielle*. *La lutte des classes*. *Démocratie et totalitarisme*.

autres secteurs de l'existence. Il n'est pas un droit qui ne soit protégé par la Constitution. Les Américains ont prouvé leur capacité de faire reculer toutes les frontières et d'abattre toutes les barrières pour des conquêtes toujours plus audacieuses. Cette force, ils la doivent à leur pragmatisme rationnel et fonctionnel. Ils ne se sont pas empêtrés dans les dédales idéologiques des vieux pays. D'ailleurs, leur démocratie égalitaire a réalisé sans débats inutiles les aspirations formulées par les idéologies de gauche. Pensons aux valeurs de liberté, d'égalité, de chance pour tous, etc... Les contradictions du vieux capitalisme sont désormais résolues. En effet, les contrepoids du syndicalisme et du *Welfare State* viennent équilibrer et amenuiser la stratification sociale « inévitable et nécessaire » dans tout système social complexe (Daniel Bell). Un processus irréversible de désidéologisation et de démythologisation vient annihiler à son tour les grandes idéologies qui avaient pris, au siècle dernier, le relais des religions. Les résidus idéologiques des extrémistes de gauche et de droite sont en quelque sorte nivelés par la révolution technologique et la poussée irrésistible de la démocratie. Les États-Unis ont connu un tel progrès à cause de leur unité et de leur stabilité politique, tempéré constamment par le sens de la modération chez ses habitants. Ceux-ci ont appris à prendre les problèmes un à un, dans le présent, sans s'embarrasser du passé, sans céder aux rêves d'un avenir incertain, à la fuite en avant. Ils ont misé d'abord sur la capacité individuelle et l'initiative privée.

(Individual issues and individual merits!)

[Retour à la table des matières](#)

Avant de s'engager dans de nouvelles avenues ou de neuves utopies, il faudrait savoir « où elles mènent exactement, comment s'y rendre, quel coût cela représente et qui va payer! ». Ces propos de Daniel Bell résument sans doute l'attitude de fond de cette famille spirituelle qui, derrière son triomphalisme, cache une apologie du statu quo. Un peu comme si la société américaine était arrivée à un sommet insurpassable. Après avoir démontré l'échec du socialisme, on se hâte de légitimer le modèle américain qui devrait inspirer toutes les autres sociétés, et partant, la mission planétaire des États-Unis.

B. D'autres voix s'élevèrent bientôt pour démasquer cette idéologie implicite de ceux qui décrétaient la fin des idéologies. Wright Mills retournait chacun des arguments à leurs auteurs, en montrant que la technique, la science et même les statistiques avaient effectivement servi des fins idéologiques. On

défendait l'idéologie « *managerial* » de la technostructure omnipotente pour étouffer la critique des forces de gauche. Comme en U.R.S.S., les U.S.A. avaient supprimé les conditions d'un débat idéologique interne. Comme en pays communistes, des citoyens américains, particulièrement les jeunes et les intellectuels, manifestaient leur dégoût pour l'idéologie dominante. Par ailleurs, la dépolitisation des masses était aussi poussée ici que là-bas. Les deux systèmes s'identifiaient à la « Vérité », chacun à sa façon, tout en ne voyant de « fausse conscience » idéologique que chez l'autre. Ce qu'on reprochait au socialisme, s'appliquait donc parfaitement aux États-Unis. Sous le couvert de la science et de son objectivité, on s'appropriait la raison dernière de toute chose pour légitimer le statu quo.

« Les gardiens des intérêts investis » voulaient aussi justifier la réduction de la politique à l'économie et même à l'administration, comme l'avait déjà vu K. Mannheim dans les années 30. Un positivisme aveugle, rattaché à des écoles comme le behaviorisme, le fonctionnalisme et tant d'autres du même esprit, se refusait à toute réflexion philosophique sur les fins de la politique et de l'économie du système existant. N'était vrai que ce qui était sanctionné par l'action réussie, surtout par le succès économique. Ainsi, se refusait-on à relier certains problèmes de fond pour en trouver une plus large signification. Cette attitude, on la retrouvait chez les plus importants chefs de file dans les sciences humaines. (Voir ce que Wright Mills dit de Parsons, et de bien d'autres dans *The Sociological Imagination*).

Mais dans le débat sur les idéologies, l'enjeu devenait plus grave. C'était l'« America as an ideology » qui se niait paradoxalement pour mieux s'affirmer. Se niant comme idéologie, elle perdait toute conscience critique d'elle-même. Impossible d'imaginer un nouvel ordre social. Impossible d'évaluer « son vide spirituel et sa pauvreté culturelle ». M. Novak se demande si la révolte incohérente des jeunes ne tient pas au fait qu'ils n'ont appris qu'un langage, un langage impuissant à traduire les problèmes humains profonds qu'ils ressentent sans pouvoir les formuler. Leur pauvreté ressemble radicalement à celle des nouveaux pauvres des grandes villes. C'est peut-être le roman « 1984 » d'Orwells (idéologue ou utopiste!) qui a le mieux décrit ces « proles » de la décennie 70, sans doute très différents des prolétaires de K. Marx. Faudra-t-il passer par les méfaits visibles de la pollution pour interroger les incidences humaines de la révolution technologique? Faudra-t-il passer par une insurmontable congestion urbaine pour découvrir la dimension sociale de l'homme? Faudra-t-il passer par la défaite militaire ou la ruine économique ou la guerre civile pour décaper le système et le mettre à nu? Pourtant, certaines affirmations déjà célèbres ne laissaient aucun doute sur l'idéologie au pouvoir : « Ce qui est bon pour la *General Motors*, est bon pour les États-Unis et vice versa ». Qu'advient-il de décisions politiques éventuelles qui iraient contre les intérêts de la G.M.? Au-delà de la rationalité wébérienne (mal comprise), on avait donc tu bien des choses, ignoré des pouvoirs, camouflé des

intérêts, caché de terribles misères, et sacrifié une éthique sociale minimale. Bell avait plaidé pour qu'on ne mêle pas l'éthique à l'économique, la philosophie à la politique, les valeurs à l'analyse scientifique, l'idéologie à la fonctionnalité, la justice à la force ou au pouvoir, la subjectivité à l'objectivité, la culture à la technique. Et voilà que ces dimensions opposées et séparées dans leur dialectique apparaissent très liées dans la réalité. Pour confondre les adversaires, Daniel Bell avait choisi des faits et pour s'auto-justifier des théories. Aucun des deux niveaux ne résistait à l'examen quand on les resitait dans le champ politique réel.

D'énormes questions restaient en suspens. Comment expliquer les différences idéologiques entre les sociétés industrielles avancées? Comment ignorer les sources idéologiques qui alimentent l'histoire américaine de bout en bout? Ce prétendu progrès de la rationalité ne s'accompagne-t-il pas de la réduction de l'homme « *as a creature of impulse* »? D'où vient cet aveuglement sur les terribles problèmes sociaux, sur les changements culturels, sur les structures réelles de pouvoir, sur la désintégration de l'organisation sociale? Comment un système social de production (alimenté de plus en plus par des fonds publics) peut-il être encore essentiellement soumis aux intérêts privés d'une poignée de ploutocrates, aux décisions de quelques super-technocrates et administrateurs? Entre la rationalité technologique et les « révoltes sauvages », entre une politique sans points de repère cohérents et une anémie sociale croissante, n'y a-t-il pas un extrême besoin d'idéologies politiques articulées et dynamiques, susceptibles de présenter des alternatives claires et d'inspirer des projets féconds et des engagements valables? La « *new left* » a souri quand on a annoncé la création d'un comité spécial pour formuler de nouveaux buts nationaux? Dans ce cas, on pourrait tout aussi bien s'en remettre aux ordinateurs! Ne faudrait-il pas commencer par donner droit de cité à ces formes d'opposition condamnées à l'underground et à l'anarchie parce qu'il n'y a aucune place pour elles dans le système politique actuel? On ne saurait encore légitimer le pluralisme démocratique et nier en même temps la réalité des familles idéologiques en présence. Le débat appelle donc de nouvelles clarifications.

C. Cherchons d'abord les intentions profondes de toute démarche idéologique. Celle-ci permet à un groupe de définir sa situation dans l'ensemble de la société, de trouver une certaine cohérence pour exprimer ses valeurs privilégiées, ses expériences propres, ses normes de conduite et de comportements, ses projets, sa vision du monde. En ce sens premier, une idéologie peut être dogmatique ou non, utopique ou non, scientifique ou non, bonne ou mauvaise, etc. De plus, elle est toujours particulière, et partant elle exige d'être jugée dans sa concrétude historique. Les faits sociaux deviennent des événements revêtus de significations spéciales précisément par le biais des divers lieux idéologiques, des différentes philosophies de la vie, de plus en plus nom-

breuses et fluides. En ce sens, les tenants de la fin des idéologies ont au moins le mérite de souligner l'absence de grands signes de ralliement, de conflits identifiables, de consentement collectif. Mais ils n'ont pas compris les conséquences sociales et politiques d'un tel état de choses. Par exemple, l'aliénation de la société actuelle dans ses instruments et l'éclipse des finalités humaines critiques et constructives. En voulant se débarrasser de toute idéologie, ils privent les groupes humains et la société d'un des plus importants agents de changement historique, d'orientation de la politique et de la vie sociale. Tout progrès, même le plus matériel et technique, a été précédé de rêve, d'intuition, d'imagination, de vision « anticipatrice », de passion créatrice. Les hommes ont agi sur l'histoire d'abord par des idéologies et des utopies qui jouaient un « *goal-making role* »². Même la construction de l'imaginaire pouvait servir de processus de libération, ou de dépassement. Dans la mesure où la société a étouffé cette puissance créatrice dans certains secteurs vitaux de l'existence individuelle et collective, on a vu apparaître des rébellions aveugles et sauvages, des mythologies ésotériques, des symboliques éclatées et anarchiques, des expériences d'auto-destruction, des fuites dans l'irréel et l'irrationnel (spiritisme, astrologie, psychédélisme, etc.). Quelles fins humaines, quels objectifs valables offre-t-on à tant d'hommes qui cherchent désespérément un sens à leur vie? Des armes pour détruire, des techniques à améliorer, des profits à faire?³

Voilà où nous a mené le débat sur la fin des idéologies dans une société qui nous influence bon gré mal gré, et en même temps nous précède sur les chemins que nous avons empruntés sans esprit critique, sans une révision profonde de nos idéologies et de nos philosophies sociales et politiques. Nos chefs politiques actuels parlent le même langage que nous avons dénoncé. Encore ici, l'exemple américain nous fait saisir l'ampleur du défi. En 1962, le Président Kennedy soutenait que les problèmes contemporains n'exigeaient pas des réponses idéologiques, philosophiques ou même politiques, mais des réponses techniques et administratives (*The practical management of a modern economy*)⁴. Tiendrait-il les mêmes propos aujourd'hui, au moment où

² C. Daveau, *Sociologie de l'Utopie*, P.V.F., 1961. J. Servier, *Histoire de l'Utopie*, Gallimard, 1967. Et le classique Karl Mannheim, *Idéologie et Utopie*, Paris, Rivière, 1956.

³ Tout, dans notre société nord-américaine, semble servir à des fins commerciales. Les problèmes soulevés par les jeunes, par les noirs, par les ghettos de pauvres deviennent un matériau d'exploitation pour le cinéma commercial. Le défi des pays sous-développés a suscité de nouveaux organismes d'investissement qui, sous le couvert de l'aide aux pays pauvres, promettent de copieux profits. L'appât du gain n'en est pas moins présenté explicitement comme la motivation fondamentale et la force motrice par excellence. Ces organismes ont nom: *Famine Fighters*, *Vantage NineNety Fund*, *Foundation Meals For Millions*, etc.

⁴ John F. Kennedy, Discours du 21 mai 1962, à Washington et discours du 20 juin 1962 à l'Université de Yale. « *The problem of the Sixties as opposed to the kinds of problems we faced in the thirties demands subtle challenges for which technical answers - not political answers - must be provided* ». Pourtant le fameux économiste John Maynard Keynes, précisément durant les années de la crise économique, avait dit au Président F. Roosevelt

s'annonce une imminente guerre civile, où la *Great Society* se désagrège par l'intérieur, où les idéaux traditionnels s'affaissent tragiquement, où la société américaine ne sait plus où elle va, où les forces d'opposition et de répression précipitent l'escalade d'une violence aveugle et stérile. Les paroles de Kennedy : « *They do not relate to basic clashes of philosophy and ideology* », nous aident à mesurer les conséquences de ce long refus de critique idéologique et philosophique, de cette absence de décisions politiques majeures pour la transformation interne de la société, pour la révision radicale d'un système qu'on jugeait jusqu'ici intouchable.

Or, dans cette décennie 70, nos hommes politiques au pouvoir, (à Ottawa et à Québec), continuent de parler le langage d'hier, de réduire les problèmes collectifs à une question d'administration plus efficace, de productivité accrue, d'objectifs immédiats. *Le court terme borné occupe tout le champ politique, alors que nous commençons à vivre une vraie révolution sociale où de nouveaux facteurs culturels, politiques et économiques deviennent de moins en moins inséparables et appellent des solutions autrement plus larges et profondes, inspirées par une toute autre philosophie sociale et politique, et assumées par une stratégie de développement que le système actuel ne saurait soutenir. Nous nous leurrons les uns les autres en refusant de relier les problèmes sociaux actuels, par-delà les dispositifs d'urgence, à une transformation radicale de nos structures, de nos motivations et particulièrement de notre univers politique.*

qu'au-delà de toute rationalité économique, il y avait des décisions politiques, autonomes et beaucoup plus larges qui étaient à prendre. C. Waxman, *The End of Ideology Debate*, Funn, 1968, p. 282. John F. Kennedy n'avait pas prisé non plus l'avis du Général McArthur qui voyait dans la guerre du Viet Nam une escalade ruineuse pour les Etats-Unis, alors que les hommes politiques américains laissaient pourrir des problèmes intérieurs criants. Les événements actuels semblent donner raison à cette voix prophétique.

“ Les enjeux idéologiques ”

- III -

Choix politiques et idéologies

Des options dramatiques

[Retour à la table des matières](#)

Nous vivons la révolution culturelle des pays industrialisés sans être entrés dans notre propre révolution industrielle. Nous aspirons au progrès technologique tout en participant à la critique des modèles correspondants. La société post-industrielle s'amorce chez nous alors qu'il reste encore beaucoup d'attitudes et de réalités sociales de l'univers pré-industriel. Nous agissons tantôt comme des surdéveloppés, tantôt comme des sous-développés. « Nous avons tout ce qu'il faut pour développer des industries de pointe » disent les uns. « Nous n'avons même pas d'infra-structures industrielles solides » opinent les autres. Nos grandes ambitions culturelles et politiques ne seraient pas à la mesure de nos petits moyens économiques. Comment bâtir une société indépendante au moment où les pays les plus forts doivent se fédérer à tous les plans, au moment où les facteurs d'interdépendance se multiplient, où les concentrations économiques obligent à un contre-poids politique de plus grande envergure, au moment où la communauté humaine cherche enfin à trouver son unité par-delà toutes les barrières?

Notre conscience politique connaît d'autres déchirements aussi douloureux. Il y a, par exemple, des objectifs d'urgence au plan économique, qui, tout nécessaires soient-ils, ne nous empêchent pas moins d'engager des investissements de long terme et peut-être d'envisager certains risques historiques. Nous savons très bien que la moindre erreur dans l'utilisation massive de nos ressources matérielles et humaines aura des conséquences énormes pour notre

avenir. Déjà, après les premiers élans de la réforme scolaire, on parle de nouveaux chômeurs instruits. Quelle part faut-il donner aux politiques de sécurité et d'assistance sociales? Les grands modèles idéologiques ne nous éclairent pas tellement sur les rapports dynamiques à établir entre les facteurs politiques et les facteurs économiques. Ceux des nôtres qui ne voient de solutions que dans une croissance économique vigoureuse et accélérée, n'ont qu'à regarder nos voisins riches du Sud. Bien d'autres composantes entrent en ligne de compte dans l'évaluation de notre situation historique. Refuser d'admettre les ferments de révolution sociale, culturelle, politique que nous partageons avec tant d'autres peuples, c'est céder à un faux pragmatisme que beaucoup d'Américains lucides dénoncent fortement, c'est vouloir ignorer les événements les plus signifiants des derniers temps. Les partisans d'une politisation intensive manquent tout autant de réalisme, s'ils négligent les tâches plus immédiates, particulièrement dans les domaines scolaires et économiques. Certains tentent de faire tenir ensemble toutes ces composantes. Mais, encore là, leur stratégie de développement laisse dans l'ombre bien des impondérables. Sur quelle philosophie politique, sur quels aménagements repose l'idéal d'un « État fort dans une démocratie de participation »? Vaut-il mieux avancer « ensemble » plus lentement ou prendre les devants rapidement quitte à tirer par la suite vers soi la masse des retardataires? Comment concilier concrètement des décisions efficaces et rapides, et le lent processus démocratique de participation à toutes les étapes d'un projet? Comment articuler un puissant leadership étatique ou autre et un membership vigilant et capable d'un réel contrôle? De façon subtile, certains entrevoient des tensions fécondes entre la base et les superstructures. N'est-ce pas du « *wishful thinking* » quand on connaît la faiblesse navrante de l'une et des autres dans notre propre contexte politique? Notre technocratie comme notre démocratie de base n'en sont qu'à leurs premiers balbutiements.

Les enjeux se précisent

[Retour à la table des matières](#)

Et nous pourrions allonger la liste de toutes ces perplexités que nous partageons sans toujours nous les avouer les uns aux autres. Faut-il d'abord investir dans le seul pôle de croissance que nous ayons, à savoir la région montréalaise et laisser croupir pour un long moment le reste de la province? Ou bien, devons-nous déjà commencer à structurer d'autres pôles de croissance? Pouvons-nous faire les deux en même temps? Sommes-nous équipés pour de tels projets, prêts à y mettre le prix? Un premier bilan des initiatives récentes suscite des inquiétudes justifiées. Le plan de réaménagement de l'Est

du Québec tarde à produire ses premiers effets d'entraînement. La réforme de l'éducation a mobilisé l'attention et l'énergie sur les nouvelles structures administratives et pédagogiques au point de noyer « l'action éducative elle-même ». (Pierre Angers). C'est d'ailleurs ce que tant d'étudiants et d'enseignants tentent de nous dire plus ou moins clairement. Les efforts louables de recyclage, de reclassement, d'éducation permanente accouchent d'une souris, sans doute parce qu'ils s'inscrivent dans un ensemble socio-économique et politique sans cohérence et sans dynamisme.

Et certains continuent de raisonner comme si nous étions déjà entrés dans l'ère de la société programmée et technologique. Avons-nous vraiment des alternatives et des choix politiques le moins nets dans des domaines aussi vitaux? Quelle échelle de valeurs recèlent les budgets des instances fédérales, provinciales et municipales? Quelle place occupe le défi du chômage dans les politiques anti-inflationnistes? Le réformisme fiscal de la Commission Carter qui venait timidement à la rescousse des plus faibles, n'a pratiquement pas été appliqué par les gouvernements. Serait-ce parce qu'on ne veut pas risquer des transformations profondes dans le système actuel? Pourtant, il éclate lui-même de tous côtés. Les dispositifs d'urgence repoussent toujours le processus jusqu'au carrefour des violences oppressives, terroristes et répressives. Attendra-t-on d'être acculé au mur? Les culs-de-sac favorisent rarement des projets et des stratégies lucides et efficaces, pas plus que la défense aveugle du système établi. Les lois et les retouches des structures n'assureront jamais d'elles-mêmes l'avenir de la démocratie et l'émergence d'une société vraiment humaine et juste.

Une éthique en retard

[Retour à la table des matières](#)

Après plusieurs années de travail avec divers groupes de citoyens qui s'attaquaient à des problèmes sociaux, culturels, économiques ou politiques, nous en arrivons à certains constats, sur la philosophie sociale sous-jacente à l'organisation de notre société nord-américaine. En deçà du contexte socio-culturel propre au Québec francophone, en deçà d'une amorce de pluralisme idéologique, il y a une éthique sociale traditionnelle qui est même restée au seuil du *Welfare State*. La majorité des Nord-Américains et aussi des Québécois ont souvent des réflexes contraires aux comportements démocratiques qu'exigeraient des politiques sociales cohérentes et audacieuses.

Plusieurs d'entre nous entretiennent de graves illusions sur le progrès de notre conscience politique et idéologique en ce domaine. Il existe encore un fond de darwinisme social qui empêche notre société de sortir de l'univers brutal de la jungle, que ce soit au plan des libertés et des responsabilités individuelles, que ce soit à celui des dimensions collectives.

Les grands problèmes sociaux subissent une drôle de réfraction dans la quotidienneté. Ici, nous sommes toujours surpris de voir des gens « socialisés » chercher des solutions individuelles et quantitatives quand il y va de l'action à entreprendre et des changements concrets à opérer. On perd de vue tout à coup la « qualité sociale » des motivations et des objectifs qui devraient présider aux efforts provisoires. Il nous est arrivé souvent de remarquer même chez ceux qui contestent les bases de notre organisation sociale, des attitudes spontanées en contradiction avec leurs idéaux. Il n'y a pas que les pouvoirs politiques et économiques en place qui se refusent à mettre en cause les orientations culturelles et les supports idéologiques du système prévalent.

Des luttes ambiguës

[Retour à la table des matières](#)

Combien de luttes syndicales viennent renforcer « l'économie dualiste » où les uns améliorent leurs conditions de vie ou de travail sur le dos des autres? Combien de mouvements sociaux charrient des membres préoccupés presque exclusivement par leur promotion personnelle? Nous avons l'impression de jeter un pavé dans la mare et même de heurter nos propres convictions en matière de démocratie de base. Mais il faut bien regarder la réalité en face, si nous ne voulons pas céder à une fausse politisation, hélas! trop répandue. Toutes les revendications actuelles et toutes les nobles causes ne comportent pas nécessairement les nouveaux styles et contenus politiques que réclament les transformations profondes qu'on prétend viser.

Bon gré mal gré, nous avons la terrible tâche de mener une action horizontale aussi difficile que l'action verticale; amener nos pairs ou nos semblables à un consentement collectif désintéressé, à une autodétermination responsable, à une dynamique de projet à la mesure de toute la société; c'est un défi aussi redoutable que celui de s'attaquer efficacement aux pouvoirs d'en haut ou aux privilèges des autres. Ceux qui ont tenté de faire de certains problèmes individuels des enjeux collectifs, n'ont pas mesuré les obstacles de l'idéologie libéraliste encore largement diffusée dans la population. Combien de fois,

nous avons vu des gens « mal pris » s'engager socialement, et parfois de façon radicale, aussi longtemps qu'ils n'ont pas pu solutionner leur propre problème. En obtenant gain de cause, ils se retiraient et devenaient tout d'un coup inaccessibles, indifférents ou même réfractaires devant d'autres tâches collectives plus désintéressées. Échec pédagogique de la politisation tentée avec eux? Sans nous en rendre compte, nous avons souvent joué le jeu du « système » et de son idéologie. Nous avons renforcé paradoxalement un individualisme revendicateur semblable à l'individualisme dominateur des privilégiés du pouvoir ou de l'argent. 111 y a ici une continuité idéologique indéniable appuyée sur de nouvelles tendances propices à une dépolitisation radicale. Voyons celles-ci de plus près.

Divorce du public et du privé

[Retour à la table des matières](#)

Riesman (dans *L'Abondance à quoi bon?*) attire notre attention sur les modèles sociaux privilégiés dans trois secteurs dominants de la quotidienneté nord-américaine, à savoir : la banlieue, la consommation et les loisirs. C'est dans ces domaines qu'on peut constater la dépolitisation précitée et les contradictions des comportements. Que de fois, des militants, bien engagés dans des questions de politique et de travail, en venaient à penser, à agir en sens inverse particulièrement dans ces secteurs que Riesman mentionne. Tel travailleur social ou tel militant radical retrouvent spontanément leur « *middle class outlook* » de banlieusard devant des problèmes et des intérêts qui les touchent immédiatement. Ils partagent tout d'un coup l'égoïsme individuel et collectif des banlieues. Et de façon plus subtile, ils ne se rendent pas compte que même les affaires civiques de leur milieu résidentiel se déploient en contre-courant des affaires politiques de l'« *inner city* », de l'État, ou de la vie internationale. Un petit monde bien à soi, avec ses semblables, avec son zonage exclusif, ses barrières invisibles, ses écoles sans contamination par les pauvres, ses relations sociales sélectives, sa religion confortable, son gaspillage de temps et d'espace, son transport individuel, son conformisme aliénant. Sans doute y a-t-il un besoin réel d'une oasis, chez tout homme, d'une zone de privauté et de calme, mais ici il faut évaluer le prix matériel et humain des solutions trouvées, surtout quand il s'agit de modèles sociaux réels auxquels tant de citoyens aspirent. Ironie ou fumisterie, la « bonne Vie » des banlieues est trop loin de la « jungle d'asphalte » de la ville pour ne pas éveiller des soupçons chez ceux qui veulent contrôler et humaniser le processus ultra-

rapide d'urbanisation. Au-delà du problème de la sous-culture de banlieue, il y a le défi politique de la technopolis qui rencontre chez la première le plus féroce ennemi&

Ce que nous venons de dire de la contre-politique de l'univers banlieusard s'applique à celui de la consommation et des loisirs. Encore ici, les luttes autour du pôle travail et du pôle politique comportent un implicite quotidien rarement avoué. Rares sont ceux qui mettent en cause leur propre train de vie, leur propre échelle effective de valeurs dans la vie courante. À ce plan, l'État comme la société sont conçus comme des vaches à lait, peu importent les conséquences des victoires de son groupe professionnel, ou de son entreprise. On ne peut dénoncer le capitalisme ancien ou nouveau, et adopter en même temps ce qu'il y a de plus haïssable en lui.

La vie privée est donc un premier test de vérité de notre philosophie sociale, de notre conscience politique et surtout de la correspondance ou de la contradiction entre nos idées et nos comportements.

Les interrogations qu'on évite

[Retour à la table des matières](#)

Ce n'est là qu'une première ambiguïté. En effet, nos attitudes sont conditionnées par des contextes culturels, économiques et politiques, et surtout par un système social dont il faut évaluer les principaux points chauds de son idéologie dominante. Alignons quelques questions auxquelles ne répond pas notre société actuelle.

Dans quelle mesure les politiques sociales ne favorisent pas en définitive les « gros » et les classes moyennes supérieures, particulièrement dans les domaines de l'éducation, du logement, de la justice, et de tant d'autres services publics?

Est-ce que la structuration actuelle de l'organisation sociale n'amène pas des décalages insurmontables en matière d'équipements collectifs urbains, régionaux ou sectoriels?

Est-ce que nos institutions de représentation ne permettent pas aux plus forts d'enterrer la voix des plus faibles ou de prendre la part du lion des ressources collectives?

Combien soutiennent unilatéralement sans toujours l'avouer, que le planning social viendrait menacer la démocratie ou que la démocratisation intensive irait contre la liberté et la responsabilité individuelle, contre l'initiative privée?

Comment expliquer le fait que des pays moins riches que le nôtre arrivent à des politiques réelles de plein emploi, de sécurité sociale plus juste, de services publics plus adéquats?

Pourquoi le génie américain ne s'est-il manifesté qu'en technologie commerciale, tout en laissant s'accumuler d'énormes problèmes sociaux, culturels et politiques? (« Notre esprit d'invention n'a pas trouvé en dehors de l'entreprise et des affaires militaires le moyen de relier des gens à une activité créatrice ou de les faire se sentir solidaires ». David Riesman). Myrdal a-t-il raison de nous rappeler que l'augmentation de productivité ou la croissance économique n'amènent pas nécessairement une meilleure répartition des ressources et une solution automatique au sous-développement ou aux défis politiques, sociaux ou culturels?

N'y a-t-il pas dans bien des débats officiels ou des projets de réforme un refus de considérer la situation réelle des rapports sociaux et les vrais enjeux des conflits qu'on veut surmonter? N'est-ce pas une attitude caractéristique du néo-libéralisme unitaire que de neutraliser, au nom du bien général, l'impact politique des sous-cultures et surtout des minorités défavorisées, tout en s'appropriant faussement la volonté de la majorité silencieuse ? ⁵

⁵ « Le gouvernement va d'un côté, le peuple pousse de l'autre ». Le sociologue Léon Dion voit dans cette désarticulation la résultante de plusieurs causes :

- D'abord l'insuffisance des méthodes traditionnelles de communication et de contrôle politique par rapport à l'envahissement de l'intervention politique dans tous les secteurs de l'existence, par rapport aux mécanismes complexes et insaisissables de la technocratie.
- La perdurance d'une méfiance instinctive vis-à-vis de l'État et l'absence de concertation du gouvernement, de l'entreprise, des associations professionnelles et des universités.
- L'électoratisme et l'attitude à court terme des partis qui n'offrent pas, au-delà de colloques épisodiques, des médiations permanentes d'animation et d'information entre « instituants » et institués, ou encore des structures de participation à l'examen des problèmes vitaux à longue échéance.
- L'émergence brutale de forces sauvages et anarchiques, en particulier chez les jeunes, chez les pauvres des grandes villes, chez les résidents des régions excentriques. L'auteur interprète ce phénomène en terme de « refus de la politique », de « vie instinctive », de « retour vers la nature », ou encore d'individualisme (!).

Pour recréer des rapports plus intimes entre les gouvernements et le peuple, Léon Dion parle vaguement de nouvelles attitudes devant les sources de tension, de nouveaux mécanismes consultatifs et d'une déconcentration administrative.

S'agit-il d'un plaidoyer néo-libéraliste? N'y a-t-il pas ici une logique artificielle qui tourne sur elle-même en vase clos? Quelle est donc cette « bonne synthèse » du gouvernement, de l'université, de l'entreprise et des associations professionnelles? Une rationalisation d'un statu quo amélioré? Une imitation aveugle de la technocratie américaine? Comment réduire à un phénomène d'anarchisme, l'insatisfaction et la recherche de nouveaux styles politiques chez un nombre grandissant de groupes sociaux, de citoyens défavorisés et de jeunes?

“ Les enjeux idéologiques ”

- IV -

Par-delà nos débats idéologiques

Trois diagnostics divergents

[Retour à la table des matières](#)

- En évoquant nos débats, nos options ou nos projets, plusieurs Québécois ont cru voir naître une diversification idéologique inédite dans notre société. D'autres parlent davantage de mutations historiques profondes aux plans culturels et politiques. Certains signalent l'entrée soudaine des Québécois dans l'univers technocratique. D'où cet intérêt plus marqué pour la chose économique. Nous voilà donc engagés de façon irréversible dans l'aventure de la technopolis moderne.

Qu'on soit néo-nationaliste ou néo-fédéraliste, laïciste ou confessionnaliste, libéraliste ou socialiste, on se définit ici en fonction d'un type particulier de rationalité. Sans doute chacun ne se situe pas de la même façon devant les impératifs de la planification. L'État n'a pas la même signification pour les différentes familles idéologiques précitées. Des valeurs comme la nation, la culture, la langue, la justice sociale sont mises en relief ou en veilleuse. Mais ce qui retient davantage l'attention des uns et des autres, c'est l'édification d'une société industrielle progressive, d'une économie dynamique, d'un développement tourné résolument vers l'avenir, d'une plus ou moins grande autodétermination collective. On opposera facilement hier et

aujourd'hui, le présent et le futur du Québec. Bref, la rupture idéologique prend le pas sur la continuité; le dépassement sur la fidélité.

- Des critiques prennent le contre-pied de cette prétention, Ils discernent derrière ce visage neuf de vieux traits culturels qu'aucun fard brillant ou mat ne saurait cacher. Par exemple, l'option actuelle du « court terme » rejoint nos attitudes traditionnelles de survivance. Le développement social, tel que conçu par plusieurs, confine au modèle de colonisation du passé. L'idéologie communautariste prend le relais de la paroisse. Les partis anciens ou nouveaux s'alimentent aux mêmes sources et aux mêmes habitudes d'un corps politique qui manifeste une remarquable continuité dans ses comportements et ses réflexes spontanés. Même les révolutionnaires empruntent beaucoup au dogmatisme et au totalitarisme de la chrétienté d'hier. Le refus de la ville, de la rationalité technique, de l'aventure économique reste encore prévalent. Les nouvelles élites ressemblent étrangement aux traditionnalistes. Les réformes ne tardent pas à retomber dans les ornières du passé. Le néo-nationalisme, joue chez certains, le rôle intégrateur qu'un catholicisme messianique avait assumé avec plus ou moins de bonheur dans notre histoire. Et le peuple, en grande part, conserve les principales caractéristiques d'une minorité culturelle, d'une classe ethnique infériorisée, d'une colonie ou d'une « réserve » en sursis. Ainsi, les efforts récents de rattrapage viendraient davantage d'une prise de conscience d'échéances de plus en plus décisives. Une psychologie de dernière heure plutôt qu'une dynamique de première heure!

- Il existe une autre ligne d'interprétation de notre situation; c'est celle d'une intégration inévitable, inscrite dans les faits. Nous sommes entrés, bon gré mal gré, dans les circuits de la vie nord-américaine. Les ouvriers de la G.M. à Ste-Thérèse font la grève avec leurs confrères d'Oshawa et de Détroit. Même le militant syndical de gauche adopte le style du banlieusard consommateur entouré des gadgets prestigieux du continent. Tous, nous partageons à un plus ou moins fort degré la quotidienneté nord-américaine. Nos spécificités québécoises ne relèvent que de vagues idéologies superficielles et artificielles. L'usine, l'hôpital, le centre d'achat, le stade, la scène, la discothèque et même l'école s'inspirent des modèles américains. Ici, nous ne cédon en rien aux Canadiens anglais, en dépit des apparences de notre nouveau folklore. Charlebois est-il si différent de ses protagonistes de Los Angeles ou de Chicago? « Hair » a autant de succès à Montréal qu'à New-York ou à Toronto. Notre glorieux ski-doo suit la trace des mêmes circuits culturels et économiques qui sillonnent la fière Amérique. Nous vivons de son impérialisme économique comme de son militarisme et de sa politique intérieure. D'un côté et de l'autre les majorités silencieuses, les contestataires, les politiciens, les universitaires, les hommes d'affaires, se ressemblent. Comment alors prétendre inaugurer une nouvelle règle du jeu dans un petit coin insignifiant de la patinoire? N'est-ce pas provoquer un suicide collectif ou une répression en douce comme celle que les Indiens ont subie fatalement?

Un sous-sol à prospecter

[Retour à la table des matières](#)

L'écart de ces trois visions de la situation constitue un premier déchirement de notre conscience collective. Il en est d'autres encore plus profonds. Pour les saisir, il faut tenter d'atteindre le sujet historique québécois auquel nous nous identifions en deçà et par-delà nos débats idéologiques et nos luttes politiques immédiates. C'est peut-être à ce niveau de profondeur que nous repérons à la fois les sables mouvants qui nous menacent et les rocs solides qui pourraient servir de rampe de lancement.

Comme dans toute opération de forage, nous avons à consentir à un long cheminement à travers certaines strates durement « sédimentées ». Nous ne saurions entreprendre ce travail avec la même assurance que celle de l'ingénieur sûr de ses calculs. Qu'on nous comprenne bien, il ne s'agit pas de chercher un plat dénominateur commun, ou de ressusciter les vieilles structures mythiques de l'unanimité culturelle, religieuse ou politique, ou encore de céder aux techniques psychanalytiques à l'affût de nos moindres failles pathologiques. L'histoire récente nous a montré le danger de telles attitudes, surtout leur caractère régressif quand on s'y complaît longuement. Il en va tout autrement si nous prospectons le sous-sol en fonction des dynamismes culturels et politiques existants ou possibles, et aussi en fonction d'une structuration solide de nos aspirations et de nos projets.

Durkheim nous avertit de l'importance de la maîtrise de notre propre terreau humain quand il dit : « La vie sociale doit s'expliquer non par la conception que s'en font ceux qui y participent, mais par des causes profondes qui échappent à la conscience ». Par ailleurs, nous ne saurions suivre les structuralistes modernes qui veulent nous décourager de toute action sur nos structures fondamentales. Entre ce nouveau déterminisme générateur de pessimisme et d'impuissance et les illusions des programmeurs ou même des artisans de la révolution culturelle « ex nihilo », n'y a-t-il pas des articulations possibles de la mémoire et de la politique, de l'histoire et du projet, du terreau et de la culture?

Sources de la perplexité idéologique

[Retour à la table des matières](#)

Ces remarques nous incitent à une meilleure prospection de l'espèce humaine qui est nôtre. Un premier déblaiement semble nécessaire. En effet, nous vivons à la surface dans un encombrement indescriptible et dans une dispersion mentale, peu propices aux justes perceptions ou aux clarifications des véritables enjeux. Le quotidien est noyé dans le magma indifférencié du flot d'informations qu'on déverse sur toutes les ondes et les écrans. Certains pouvoirs en place savent utiliser cette force d'inertie qui résulte de l'amoncellement de nouvelles et de produits de toutes sortes. Ils inondent l'opinion publique à la façon des producteurs et des agents publicitaires. Livres blancs, commissions d'enquêtes, colloques ou conférences, nouveaux projets et neuves structures, etc. Le citoyen prend difficilement une distance critique sur de telles stratégies qui le conditionnent de toute part. Il devient prisonnier d'une sorte de superstructure mythique qui a peu de rapport avec son vécu immédiat, ses activités quotidiennes. Il en arrive à ne plus chercher le sens de sa propre expérience, tellement la vie réelle semble se dérouler en dehors de lui et de sa propre situation. C'est même sa quotidienneté qui lui paraît factice et irréaliste. Il ne reste que des pouvoirs anonymes non identifiables, une multiplicité de petits signes fragmentés et fugaces sous le moindre cadre de référence. Comment, par exemple, se faire une idée juste de l'inflation, après des mois d'informations surabondantes, omniprésentes, contradictoires, dispersées et discontinuées? Les uns et les autres semblent agir dans une atmosphère de «sauve qui peut», sans points de repère. Au bilan, nous trouvons déjà en surface une profonde perplexité de pensée et d'action chez la plupart des citoyens.

Divorce du vécu et du conçu

[Retour à la table des matières](#)

En creusant davantage, nous découvrons des ambiguïtés encore plus profondes. Lorsque les débats se resserrent dans des affrontements politiques circonscrits, dans des luttes syndicales, dans des querelles idéologiques, les mêmes mots ont des sens différents ou divergents. Les motivations les plus

déterminantes restent implicites et inavouées. On cache sous le signe de la politisation, de la conscience sociale ou de l'intérêt public, la recherche de promotion personnelle, de privilèges de classes, d'avantages économiques scandaleux. Parfois l'imposture devient évidente, comme dans le cas des médecins spécialistes qui viennent barrer la route d'une vraie politique sociale de la santé. Es réclament la liberté des aristocrates de l'Ancien régime, celle des bourgeois libéraux du XIXe siècle, celle des privilégiés de la technologie moderne. Au nom de la liberté professionnelle, on refuse le contrôle de l'État, sans avouer que le contrôle de l'impôt reste l'objet principal du litige. Or, cette escalade se fait au détriment du bien démocratique par excellence : la santé. En effet, personne n'a de choix dans ce domaine. Tous sont pris à la gorge; c'est précisément cette situation qu'on exploite pour exiger des revenus et des profits exorbitants dans les secteurs médicaux et para-médicaux. En reculant, en cédant au chantage, le gouvernement et le corps politique sapent à la base ou au point de départ toute politique sociale véritable et toute stratégie de développement collectif.

Les médecins spécialistes ont porté le débat au plan idéologique en brandissant l'épouvantail du socialisme. Les chambres de commerce, évidemment, ne pouvaient que les appuyer. Cette expérience comporte déjà une leçon pour les «gauches» qui se limitent souvent à des confrontations idéologiques factices, alors que les jeux réels et décisifs se jouent à d'autres niveaux. Et qui sait s'il n'y a pas une secrète complicité chez la plupart des membres de notre société? Spontanément, ils agiraient comme les médecins spécialistes. N'est-ce pas le même modèle qui se cache derrière de nombreuses négociations de salaire, à gauche et à droite! Peu importe la critique subtile des intellectuels, la révolte des petits, la contestation des jeunes, l'extrémisme des groupuscules révolutionnaires, notre système social récupère tout le monde au plan des réflexes spontanés qu'il a si bien conditionnés, au plan d'une quotidienneté qui commande des styles de vie semblables, une échelle de valeur unique, des produits identiques pour tous. Il ne reste à vrai dire que des niveaux de consommation pour justifier les illusions de distance culturelle et sociale.

L'identification des vrais conflits

[Retour à la table des matières](#)

Se limiter à ce constat, c'est donner raison au nihilisme idéologique et politique d'une certaine contestation stérile. La critique globale ne suscite d'engagement qu'en passant par des saisies plus concrètes de situations réelles, par une identification des contradictions qui créent de tels enfermements.

Pensons, par exemple, à l'idéalisation de l'égalitarisme de la démocratie, des droits de l'homme, des libertés individuelles pour tous, du fair-play ou de la compétition et à l'omniprésence des rapports de domination dans tous les secteurs de l'existence collective, particulièrement dans la vie économique. L'antinomie entre le système du pouvoir économique et celui du pouvoir politique n'est qu'apparente. Point n'est besoin des postulats marxistes pour saisir l'aliénation de notre pseudo-démocratie dans la domination des pouvoirs économiques. Avons-nous mesuré les conséquences mêmes culturelles du libéralisme encore prévalent chez nous? Certains craignent l'escalade d'une violence qui pourrait nous conduire à notre tour au bord de la guerre civile. Mais bien peu ont compris les racines de ce mal, qui se prolongent jusque dans notre philosophie de l'éducation. Ne cherche-t-on pas à former des adultes agressifs, capables de se défendre dans la jungle d'une concurrence aveugle, de marcher sur les autres, s'il le faut, pour monter plus haut, se construire eux-mêmes, s'enrichir, s'imposer, ou posséder les biens prestigieux offerts à tous sans distinction?

Les structures sociales actuelles créent des conditions endogènes de durs conflits, alors que l'idéologie et l'éthique officielles cherchent à les masquer, à les neutraliser, ou à les nier. Même si certains changements structurels ont voulu apporter des correctifs, les comportements quotidiens et les mentalités correspondantes expriment encore les contradictions flagrantes du libéralisme qui affirme en même temps l'égalité foncière des hommes et leur inégalité inévitable. À sa limite critique, cette idéologie crée un paradis juridique abstrait (les droits de l'homme des libéraux d'aujourd'hui et d'hier) et un enfer économique concret où la liberté des forts se construit à même l'asservissement des faibles.

En Amérique du Nord, c'est par les dispositifs du *Welfare State* qu'on a tenté certaines réformes sociales. Mais l'esprit libéraliste l'a fait toujours en fonction de «l'équilibre» d'un système qu'on n'a jamais voulu remettre en cause fondamentalement, parce qu'on le considérait comme le meilleur, ou du moins comme indéfiniment perfectible. Au moment des crises et des temps de surchauffe, on invoquait la nécessité de comprendre les limites de tout système et de toute institution, d'y mettre le temps nécessaire pour une évolution dans l'ordre et dans la paix. Souvent, en matière de justice sociale, ce type d'argumentation camoufle une négation des conflits existants, une défense d'intérêt et de privilège acquis, un refus d'une véritable confrontation démocratique sur les sources et les fins véritables de ce qu'on propose ou rejette. Ainsi, les pouvoirs en place peuvent choisir des projets inoffensifs qui obtiendront l'accord de tout le monde, tout en passant à côté des besoins les plus criants. C'est la marque de bien des initiatives communautaires et de moult politiques gouvernementales. Celles-ci, par exemple, préfèrent le processus « additif » de bénéfices sociaux pour tout le monde. Les projets qui profiteraient uniquement aux plus démunis sont l'objet d'une prudence

malthusienne. Ils ne sont pas rentables pour les hommes politiques et encore moins pour les hommes d'affaires en mal de maximisation des profits. Au bout de la ligne, la société se grève de lourdes charges dont les petits payent doublement la note en taxes et en coût inaccessible de la vie.

Aussi longtemps que cette idéologie implicite avec ses conséquences concrètes ne seront pas démasquées et contrées au moins par des minorités agissantes capables de proposer d'autres philosophies et praxis politiques, les pouvoirs continueront de s'appuyer sur la majorité silencieuse ou sur une opinion publique encore peu consciente des vices du système social actuel. Voilà pourquoi il nous faut procéder à une critique beaucoup plus serrée des idéologies. C'est par elle que les questions sociales et politiques actuelles se révèlent dans toute leur vérité et se radicalisent à leur fine pointe.

“ Les enjeux idéologiques ”

- V -

Vers une maturité politique

[Retour à la table des matières](#)

De telles perspectives refluent sur l'univers politique comme tel, tant au plan des attitudes qu'à celui des structures. Une société ne débouche pas sur des formes diversifiées d'action et de projets sans connaître une mutation profonde. Par exemple, le style traditionnel des partis qui, d'une élection à l'autre, tentaient de « manœuvrer » la clientèle électorale par des slogans et des symboles sans vrai contenu politique, deviendra de plus en plus insupportable pour un nombre grandissant de citoyens. L'élargissement démocratique de la définition des situations, de l'élaboration de projets, de la réalisation de tâches collectives, enfin de l'évaluation par de nouveaux mécanismes de contrôle, permettra, peut-être, de surmonter des défis bien modernes. En effet, n'y a-t-il pas ici un contrepoids nécessaire à la concentration accrue des pouvoirs économiques et technocratiques? Déjà certains rapports de force se durcissent dans des superstructures où des technocrates et des hommes politiques se disputent le pouvoir décisif. Parfois ces tensions se transforment en alliance. Mais c'est trop souvent au détriment du bien commun de la collectivité. Le grand jeu se déploie dans les coulisses, loin de la scène

publique. Les citoyens en prennent connaissance de façon superficielle au moment de crises qui échappent tout autant à leur contrôle.

Par ailleurs, si de plus en plus de citoyens, par différents biais, participent aux choix prioritaires des objectifs, à la création des dispositifs de gouvernement, aux différentes étapes d'exécution et d'évaluation, les hauts lieux ne pourront plus rester une chasse-gardée pour les politiciens professionnels et les grands commis, ou une administration lointaine et hautaine. On aura dépassé les terribles limites des mécanismes de représentation et de délégation qui favorisaient un électoralisme primaire, réduit au bureau de votation et aux fluctuations d'une opinion publique inarticulée et incohérente.

Mesurons bien l'enjeu que nous vivons actuellement. Ne faut-il pas que la politique s'aménage pour retrouver sa primauté et jouer son rôle de synthèse? Ne doit-on pas exiger aussi des partis des programmes qui déterminent les fins et des moyens en termes de priorités et d'alternatives identifiables et opérationnelles? N'est-ce pas au cœur de vraies praxis politiques que les citoyens accéderont à une maturité démocratique plus créatrice et plus critique? Il ne suffit pas de mettre sur pied des cours d'éducation politique ou économique, encore moins de vagues rassemblements. Non, c'est par des actions de consultation ou de revendication collectives et des stratégies à différents niveaux que les uns et les autres, nous accéderons aux dimensions politiques de nos responsabilités, et à la maîtrise de règles du jeu qui assument dynamiquement à la fois les conflits, les divers lieux d'opinion et d'option et le consentement collectif nécessaire. Il y a des initiatives et des fonctions du leadership qui relèvent soit des citoyens de la base, soit des agents institutionnels intermédiaires, soit de ceux qui ont en mains les leviers décisifs des grandes politiques gouvernementales. Tout le monde ne peut s'occuper de tout. La démocratie locale n'est pas une panacée, pas plus que la planification étatique. Nous tardons trop à appliquer, au plan politique, une division des tâches aussi rationnelle et aussi efficace que celle de certains secteurs économiques progressifs. Loin de nous la tentation de décalquer unilatéralement des modèles politiques sur les modèles technologiques. Bien d'autres facteurs entrent en ligne de compte. Mais ce n'est pas une raison pour maintenir des méthodes artisanales dans la gestion de la chose publique.

Nous touchons ici au difficile équilibre entre participation maximale et efficacité maximale. Nous croyons qu'une recherche systématique de valorisation des deux dimensions amène une mutuelle fécondation dans la ligne propre à chacune, même s'il en résulte souvent des tensions et des raidissements des rapports de force. Accentuer l'une sans l'autre, c'est les compromettre toutes les deux à long terme. Un État fort sans une solide démocratisation verse vite dans une dictature stérile. Aussi les longs débats publics qui ne rencontrent pas un leadership efficient et consistant suscitent une participation anarchique et purement verbale, avant de provoquer un

désengagement massif même chez les citoyens les plus éveillés. Dans les attitudes politiques actuelles, on remarque un affolement du balancier qui passe rapidement d'un extrême à l'autre, à savoir une méfiance ou une confiance toutes aussi aveugles vis-à-vis de l'État. Chez certains, on note la tendance à séparer les critères techniques et les critères politiques comme si les fins et les moyens ne devaient pas être immanents les uns aux autres. Sans doute, ne faut-il pas mêler indistinctement l'ordre de l'organisation technique, celui des pouvoirs, celui des valeurs et des fins. Mais, on se souviendra que la démarche politique a précisément comme tâche d'articuler ces trois ordres dans des projets et des réalisations bien concrets. Il est tout aussi nécessaire de déterminer d'abord ce que nous jugeons le plus important dans nos priorités d'éducation, de promotion économique, de sécurité sociale. La rationalité des moyens vient ensuite. Voilà un schéma par trop simpliste parce qu'il écarte l'évaluation de la situation réelle, des ressources disponibles, parce qu'il escamote les facteurs de pouvoir et les vrais rapports de force. On ne précise pas le contenu d'un des trois ordres sans faire intervenir les deux autres au cœur même du processus. La rénovation urbaine, par exemple, non seulement touche à tous les secteurs de la vie collective et à leur interdépendance, mais elle implique une nouvelle articulation politique de l'organisation sociale, des pouvoirs et des valeurs neuves qui remettent en cause profondément des structures et des attitudes privilégiées jusqu'ici.

Qu'il s'agisse de la rénovation urbaine, de la planification développementiste ou de la création de gouvernements régionaux, qu'il s'agisse de la synergie entre l'organisation technocratique et la démocratie de participation, qu'il s'agisse de ces divers modes d'intervention sociale, il y a toujours en filigrane des intentions démocratiques encore utopiques dans nos régimes actuels. Parmi celles-ci, nous en dégageons une qu'une formation politique récente exprimait en ces termes : « Nous croyons que la situation collective doit être aussi pleinement que possible, comprise, discutée, décidée par ceux-là même qui ont à la vivre ». Nos démocraties formelles et traditionnelles sont loin d'avoir relevé ce défi. Quant à nous, nous sommes bien conscients d'avoir vécu les expériences précitées, comme une première étape d'un long processus qui émerge de notre conscience encore marquée par de vieux modèles culturels apolitiques et même anti-politiques, tels l'élitisme, la méfiance de l'État, les a priori dogmatiques, la peur du risque collectif, le sécurisme dans des cadres tout faits. Avec d'autres, nous apprenons à miser d'abord sur nous-mêmes, sur nos solidarités réelles, sur nos propres dynamismes culturels. Nous entrons progressivement dans ces nouveaux modes de rationalité organisationnelle et technique. Et au bout de la ligne, nous avons le goût de plaider pour l'imagination créatrice. C'est elle qui ouvre de nouvelles avenues, rajeunit les vieux penchants et assure un dépassement incessant. Elle est autant une bougie d'allumage de la plupart des entreprises qu'un souffle vital d'engagement à long terme. Elle éveille l'esprit critique, suscite la recherche, donne vie à des solidarités latentes ou inchoatives ou invente des projets.

Nos sociétés modernes ont besoin de créateurs et d'organiseurs pour donner corps aux dynamismes latents présents en chacun des milieux. Les expériences de critique sociale, politique ou autre, sans ce ferment positif, feront toujours le jeu des minorités dominantes et installées, et accroîtront le fatalisme de ceux qui ont des luttes de libération et de promotion collective à mener. Comment ne pas souhaiter autant de génie pour des objectifs humanitaires que pour des fins de profit? Les retombées technologiques avec toutes leurs formes de pollution condamnent déjà une société qui n'a pas encore effectivement donné la première place à l'homme, qui remet sans cesse à plus tard la poursuite des objectifs humains les plus fondamentaux, comme ceux de rendre accessibles à tous les biens essentiels de la vie, les libertés fondamentales, la maîtrise de son destin, le dépassement culturel, la conscience vive de participer à plein à une grande aventure collective. Au fond, nous sommes interrogés sur notre foi en l'homme, en nous-mêmes et aux autres. Voilà où nous conduit l'intention démocratique sous-jacente aux praxis sociales évoquées plus haut. Aller au bout des vrais problèmes, des solidarités authentiques, des projets déjà en marche, des tâches du présent, c'est autrement plus exigeant et prometteur que les grands refus ou les nobles utopies du grand jour ou du grand soir. Et qui sait, si la protestation mondiale d'une jeunesse exaspérée, au-delà de sa critique radicale et nécessaire, ne comporte pas une recherche de praxis sociales et politiques semblables à celles qui commencent à s'exprimer dans les expériences les plus humbles de la base. Nous avons vu des étudiants universitaires tout lâcher pour retourner dans leur milieu d'origine. Es pressentaient qu'une des premières tâches de l'heure, c'est de refaire le tissu humain de la quotidienneté, de récupérer l'homme, la culture première et les solidarités primaires. Recul en deçà de la révolution technologique? Prospective de la société post-industrielle? C'est pour le moins un indice que les grandes questions économiques, urbaines ou autres reposent en définitive sur les rapports sociaux, sur la qualité des hommes, sur la valeur des vrais objectifs poursuivis, sur la place accordée aux plus démunis, bref sur la plus ou moins grande accessibilité à une liberté solidaire et créatrice.

Fin du texte